

THÈME DU MOIS

Un monde multipolaire en action

RÉDACTEUR

**ANNA
ROSENBERG**RESPONSABLE
GÉOPOLITIQUE,
AMUNDI INVESTMENT
INSTITUTE

PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

La multipolarité géopolitique devrait persister, avec des risques de mauvaise appréciation, de reconfiguration des alliances et de renforcements militaires alimentant l'incertitude et les risques de sécurité.

Les États-Unis utilisent les droits de douane comme outil de politique étrangère, mais leur marge d'action reste contrainte. Le pays prend également conscience de sa dépendance vis-à-vis de la Chine pour les terres rares, tandis que la Russie, largement autosuffisante, a ignoré les demandes de Trump de mettre fin à la guerre. Ces dynamiques mettent en évidence les limites de l'influence américaine dans ce monde multipolaire.

L'Europe et les puissances émergentes sont en train de recalibrer leurs positions, renforçant ainsi la tendance à la « grande diversification » dans les domaines du commerce, de la sécurité et des ressources.

Conformément à notre opinion de longue date selon laquelle le niveau du risque géopolitique augmentera pendant le reste de la décennie, les derniers mois ont révélé une accélération de la transition vers un monde multipolaire.

La multipolarité est l'un des systèmes politiques les plus instables car elle suppose un degré élevé d'incertitude quant aux intentions des autres États, augmentant le risque de mauvaise appréciation, la concurrence et conduisant à des alliances souvent changeantes. Elle accélère également le renforcement des capacités militaires.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président américain Donald Trump, il est devenu évident que la puissance brute (contrôle des minéraux, de l'énergie, de la nourriture) et la force militaire sont les éléments qui comptent.

Les États-Unis utilisent les droits de douane pour atteindre leurs objectifs de politique étrangère et accroître leur puissance, tandis que la protection militaire qu'ils offrent sert de levier sur leurs alliés pour les forcer à céder à leurs demandes. Par conséquent, de nouveaux droits de douane sont probables, impactant la croissance mondiale, l'inflation et l'incertitude.

Toutefois, les États-Unis ont perdu leur statut d'hégémon et leur marge de manœuvre s'en trouve limitée. Désormais, ceux qui disposent de ressources essentielles et de puissance militaire ont la possibilité de résister aux exigences des États-Unis, lesquels chercheront à empêcher la formation d'alliances contre eux et les efforts de dédollarisation, mais avec un succès limité.

Les États-Unis prennent donc conscience de leur dépendance à l'égard de la Chine. Cette dernière a commencé à limiter les exportations de terres rares plus tôt cette année, ce qui a eu un impact direct sur la production manufacturière américaine et européenne. Cette dépendance limite l'ampleur de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine à court terme. Toutefois, cette compétition entre grandes puissances étant ce qu'elle est, il est peu probable que les relations changent de manière significative, même si par la suite des accords commerciaux limités sont conclus.

« Les États-Unis prennent conscience de leur dépendance à l'égard de la Chine. »

La Russie, largement autonome, a ignoré les demandes de Donald Trump de mettre fin à la guerre. Au lieu de cela, la Russie continuera à tester l'OTAN avec des tactiques de guerre « hybride ». Nous continuons de tabler sur l'absence de cessez-le-feu au cours des prochains mois. Pour l'instant, il est peu probable que la Russie abandonne ses ambitions maximales dans le cadre du conflit en cours. Quant aux États-Unis, il est peu probable qu'à l'approche des élections de mi-mandat ils mettent en œuvre des sanctions secondaires suffisamment douloureuses. Cela ne veut pas dire que les États-Unis ne recourront pas à des sanctions secondaires, mais plutôt que celles-ci seront limitées pour éviter une hausse des coûts énergétiques aux États-Unis.

Couverture géopolitique dans un monde multipolaire

Les puissances de taille moyenne (en particulier dans les marchés émergents) ont le sentiment que la protection de leurs relations géopolitiques est justifiée (Inde, Brésil). L'Inde dispose de leviers dans la mesure où elle représente une alternative à la Chine. Ainsi, malgré la froideur actuelle des relations entre les États-Unis et l'Inde, il existe des possibilités d'amélioration puisque Narendra Modi se rendra aux États-Unis dans le courant de l'année et que les États-Unis n'ont aucun intérêt à pousser d'autres puissances à se rapprocher de la Chine.

L'UE, de son côté, peine à se positionner dans ce nouvel ordre géopolitique. Elle manque de puissance militaire et dépend d'autres pays pour certaines ressources clés. L'UE cherchera ainsi à influencer Donald Trump pour essayer de limiter les dégâts ou de faire passer des réformes économiques, budgétaires et politiques. Les contraintes politiques rendent la première option plus probable, du moins jusqu'à ce que le renforcement militaire et la géopolitique de l'Allemagne facilitent des réformes plus audacieuses.

Compte tenu de ces dynamiques (ainsi que de l'intensification des troubles politiques aux États-Unis), les gouvernements et les investisseurs continueront de chercher à réduire leur dépendance. La « Grande diversification », comme nous l'avons appelée précédemment, se poursuivra à travers les zones géographiques, les classes d'actifs, les devises, les matières premières, les échanges commerciaux et les liens sécuritaires. Les efforts récents des États-Unis pour s'assurer l'accès aux minéraux rares au Congo en sont un exemple, tout comme les efforts européens pour finaliser les partenariats commerciaux avec le Mexique et le Mercosur.

Accord pour l'énergie entre les États-Unis et l'UE : symbolique ou réalisable ?

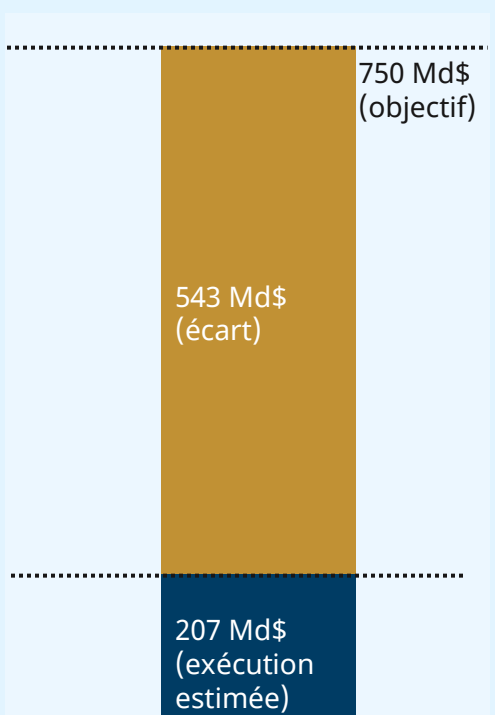
La Commission européenne a pris l'engagement ambitieux d'acheter de l'énergie américaine : 750 milliards de dollars sur trois ans, soit 250 milliards de dollars par an. Ce chiffre est supérieur au total des importations d'énergie de l'UE à l'échelle mondiale. Nous pensons que le défi est de taille et qu'il faudra très probablement plus d'un an pour atteindre l'objectif de 250 milliards de dollars par an. En ce qui concerne les importations de GNL, nous remarquons qu'à l'heure actuelle, l'UE n'a pas la capacité de stockage nécessaire pour acheter les quantités requises dans le cadre de cette enveloppe de 250 milliards de dollars. De leur côté, les États-Unis n'ont, à l'heure actuelle, pas la capacité de fournir les quantités de GNL requises.

Cet objectif est très ambitieux étant donné que l'UE a importé environ 70 milliards de dollars de produits énergétiques américains en 2024 et que les projections n'estiment qu'à environ 207 milliards de dollars les exportations américaines de pétrole et de gaz naturel vers l'UE entre 2026 et 2028, ce qui laisse un écart de 543 milliards de dollars.

L'accord vise à réduire la dépendance de l'UE aux combustibles fossiles russes en augmentant les importations énergétiques américaines. Pourtant, de nombreux défis rendent cet objectif irréaliste, notamment le fait que les infrastructures d'exportation américaines sont déjà à pleine capacité et que leur expansion nécessite des investissements longs et coûteux. En outre, la réduction des importations énergétiques russes par l'UE, bien que substantielle, ne représente qu'environ 20 milliards de dollars par an susceptibles d'être transférés aux fournisseurs américains. Compte tenu de ces facteurs, le respect de l'engagement d'achat d'énergie de 750 milliards de dollars semble plus symbolique que réalisable dans les délais prévus.

LORENZO PORTELLI

RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE CROSS ASSET, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE AMUNDI ITALIE, AMUNDI INVESTMENT INSTITUTE



Estimation des importations par l'UE de pétrole et de gaz naturel depuis les É.-U.

Source : AIE, Commission européenne, US Census Bureau, AAF